

Les problèmes de logement au Nunavik QUELQUES FAITS

La situation du logement au Nunavik

Le Nunavik est aux prises avec une pénurie de logements. Cette pénurie est la cause de nombreux problèmes dans les familles, les communautés et l'ensemble de la région. Les Inuits sont confrontés à de nombreux obstacles lorsqu'il s'agit de trouver un logement, liés aux conditions à remplir pour accéder à certaines catégories de logements. Ces différentes exigences engendrent différentes formes de discrimination et de racisme dans notre région.

Compte tenu du nombre croissant d'Inuits de notre région autosuffisants sur le plan économique et capables de veiller à leurs affaires, ces « anciennes » exigences entravent les chances des Inuits compétents, indépendants, motivés et éduqués d'accéder aux différents types de logements disponibles dans la région.

Dans la région du Nunavik, qui compte 13 168 Inuits, les jeunes représentent une proportion considérable des éventuels locataires ou propriétaires de logements. Les jeunes représentent plus de 65,9 % de l'ensemble de la population. La plupart d'entre eux ne sont pas admissibles à un logement à cause des nombreuses conditions qu'ils doivent remplir, comme il est expliqué plus loin.

La croissance de la population est si rapide que la situation sur le plan du logement s'aggrave d'année en année. Le manque de logements est la cause de nombreux problèmes dans les familles et les communautés. La surpopulation des habitations aggrave plusieurs problèmes, notamment la transmission de maladies comme la tuberculose et les maladies transmises sexuellement, les problèmes de santé mentale, les agressions sexuelles et la violence familiale.

État du logement au Nunavik

- Le Nunavik compte une population de 13 168 habitants qui croît de jour en jour; 90 % de cette population est composée d'Inuits et il y a approximativement 3 000 unités de logement social dans la région.

- Chaque été, OMHK et Makivik construisent des logements pour les résidents en fonction d'une liste de demandes établie dans chaque communauté et d'un contingent de bâtiments à construire.

- Les logements offerts aux Inuits sont très vieux et ne sont pas bien entretenus. L'entretien préventif du parc immobilier existant est très difficile et n'a pas lieu chaque année.

- OMHK et Makivik ont promis de construire 120 nouvelles unités de logements dans six communautés au cours de l'été 2016.

LES DIFFÉRENTS TYPES DE LOGEMENT DISPONIBLES AU NUNAVIK.

1. Logements sociaux/abordables.

Le programme des logements sociaux est géré par l'Office municipal de l'habitation Kativik (OMHK) et la Société d'habitation du Québec (SHQ). Ce programme fonctionne selon un système de points et comporte de nombreuses conditions que chaque locataire doit remplir pour se qualifier : un faible revenu, une situation de crise comme des problèmes de santé mentale ou des démêlés avec la justice, des problèmes de santé et les familles avec des enfants.

2. Propriété privée.

Le programme de propriété privée est également géré par l'OMHK, la SHQ et le gouvernement canadien. Ce programme destiné à aider les Inuits en finançant l'achat ou la construction d'une nouvelle maison dans la région. L'accès à ce programme comporte également de nombreuses exigences différentes et il présente plusieurs lacunes, comme l'impossibilité d'assurer la maison, car personne n'est en mesure de venir l'inspecter si loin dans le Nord.

3. Logements offerts par des entreprises ou des organisations.

La plupart des entreprises et des organisations de la région offrent des logements à leurs travailleurs, mais cela ne s'applique pas aux Inuits qui résident dans la communauté où se trouve l'emploi. L'une des exigences pour avoir accès à cette catégorie de logement est que le travailleur doit résider à 50 km de son lieu de travail. Cette condition empêche les jeunes Inuits indépendants et éduqués d'avoir accès à ce type de logement, même s'ils ont quitté leur communauté pendant de longues années pour faire des études au collège ou à l'université. Certaines organisations sont en train de se pencher sur ce problème.

Ces exigences ont de nombreux impacts négatifs sur les Inuits de la région.

CONSÉQUENCES DES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ACCÈS AUX LOGEMENTS SOCIAUX POUR LES JEUNES INUITS

- Les jeunes Inuits ont tendance à repenser leurs choix de vie compte tenu des exigences du système de points pour l'accès au logement social.
- Les jeunes commencent à avoir des enfants très tôt pour accumuler plus de points.
- Les jeunes quittent l'école pour trouver un emploi peu rémunérateur qui leur permet de recevoir ce genre de logement à loyer modéré.
- Ces critères privent les jeunes d'occasions d'avoir un niveau de vie décent et assuré, ce qui ne les encourage pas à s'améliorer.
- Ces facteurs réduisent la motivation des jeunes à réussir à l'école, au travail et dans la vie en général.
- Les Inuits connaissent de graves problèmes au sein de leurs familles et de leurs communautés, ce qui les conduit à recevoir l'aide de travailleurs sociaux et de médecins et leur donne plus de points de logement.
- Les étudiants inuits qui sont au collège ne sont pas admissibles car ils n'ont pas accumulé assez de points et n'ont pas assez d'ancienneté du fait qu'ils ont quitté la communauté.
- Les étudiants inuits qui reviennent après avoir étudié au collège doivent emménager avec leurs parents et la plupart préfèrent ne pas revenir. Cela entraîne un exode des membres les plus éduqués de la région.

CONSÉQUENCES LIÉES AUX CONDITIONS D'OBTENTION D'UN LOGEMENT D'UNE ENTREPRISE OU D'UNE ORGANISATION POUR LES JEUNES INUITS

- Les employés inuits ne sont pas admissibles à ce type de logement s'ils habitent dans la communauté où se trouve leur lieu de travail.
- Les jeunes inuits qui sortent du collège ne peuvent pas utiliser leur adresse dans le Sud lorsqu'ils cherchent un emploi et ne peuvent donc pas accéder à ce genre de logement; ils choisissent donc de ne pas travailler pour ces entreprises ou organisations, ou simplement renoncent à revenir dans leur communauté d'origine.
- Les Inuits ne veulent pas travailler pour des entreprises/organisations inuites car ils ne bénéficient pas des avantages sociaux qu'elles offrent, tels que logement, les frais de déplacement, etc.
- Cette situation crée des tensions entre les résidents et les Inuits du Sud qui reviennent travailler au Nunavik.
- Les Inuits ressentent cette discrimination et commencent à la pratiquer envers les autres, ce qui crée une certaine animosité au sein de la communauté et du milieu de travail.

CONSÉQUENCES DES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ POUR LES JEUNES INUITS

- Les Inuits comprennent mal les nombreuses conditions à remplir pour bénéficier de ce programme; les employés de l'OMHK et des gouvernements devraient pouvoir mieux les encadrer tout au long du processus.

- Ceux qui pourraient acheter une maison ont beaucoup de mal à l'assurer parce que les compagnies d'assurances ne veulent pas envoyer des inspecteurs dans le Nord, de sorte qu'il est difficile pour les propriétaires de recevoir la totalité des subventions.
- La complexité des exigences et la durée du processus écartent les jeunes de ce programme.

Problématiques liées à la situation du logement

- Environnement de vie malsain et transmission de maladies.
- Risques accrus d'abus de drogues et d'alcool.
- Risques accrus d'agressions sexuelles.
- Isolement des personnes.
- Risques accrus de violence.
- Risques accrus de décrochage scolaire (pas de place pour étudier, pas d'aide à la maison).
- Jeunes peu productifs et non motivés.
- Racisme et négligence.

RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE LOGEMENT

1. Créer des maisons d'hébergement dans les communautés.

Chaque communauté du Nunavik devrait avoir une « maison d'hébergement » pour les jeunes. Ce type de logement devrait offrir un refuge pour les jeunes qui ont besoin d'un peu d'espace et d'un environnement sécuritaire. Pendant la journée, la maison d'hébergement pourrait offrir différents ateliers sur des sujets tels que la santé mentale, la prévention du suicide, le leadership, les compétences parentales, la résolution des conflits familiaux, etc. Pendant la nuit, il pourrait accueillir les jeunes qui ont besoin d'une place sûre pour dormir et manger.

Ce programme pourrait être réalisé en partenariat entre le Conseil de la jeunesse de Qarjuut, le CLSC, les services de protection de la jeunesse, les municipalités locales et la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik.

Chaque maison d'hébergement pourrait employer des travailleurs communautaires issus des municipalités locales, comme des aînés, des comités de jeunes ou des membres d'un comité de bien-être. Il devrait également y avoir une équipe de travailleurs sociaux et qualifiés en santé mentale qui pourraient faire un suivi auprès des jeunes et de leur famille. Un tel programme pourrait également créer des occasions de bénévolat pour les jeunes des communautés dans le cadre de différentes activités parascolaires, des tournois sportifs et d'autres événements.

Avantages et retombées positives

Les maisons d'hébergement offriraient aux jeunes un environnement protégé contre la violence qui sévit dans les familles ou la communauté. Le programme donnerait aux jeunes l'occasion d'acquérir une autonomie fonctionnelle et de recevoir des services de counseling, avec ou sans leur famille. Au minimum, les jeunes auraient de la place pour faire leurs travaux scolaires et apprendre tout en participant aux activités au cours de la journée.

La maison d'hébergement aiderait à réduire la violence familiale et tiendrait les jeunes à l'écart des abus de drogues et d'alcool dans leur famille. Ce programme pourrait aider les services de protection de la jeunesse à établir de meilleures relations avec les jeunes et les communautés. Le résultat serait une nouvelle génération de futurs locataires et propriétaires dans la région.

2. Créer un programme de coopératives d'habitation pour les jeunes.

La création de programmes de coopératives d'habitation contribuerait au succès, à l'éducation et à la motivation des jeunes. Ce programme pourrait aider à contourner les difficultés de l'accès aux logements sociaux. Il viserait à donner aux jeunes des objectifs ambitieux pour les inciter à obtenir une meilleure éducation, un travail bien rémunéré et une implication communautaire en vue d'obtenir un logement. Il aiderait à donner aux jeunes enfants l'envie de vivre dans un environnement coopératif plutôt que d'aide sociale.

Ce programme serait également un outil pour encourager les jeunes à devenir indépendants, à mieux gérer leurs affaires et à faire partie d'une structure où ils seraient responsables de leur logement et de leur environnement. Il pourrait s'agir d'un ensemble d'habitations collectives à prix modique subventionnées et gérées par un conseil d'administration dont les membres seraient les locataires du bloc; ceux-ci auraient la responsabilité des affaires de la coopérative et de prendre les décisions afférentes à celle-ci.

Les partenaires possibles seraient les magasins coopératifs locaux, les municipalités locales, le Conseil de la jeunesse de Qarjuit et les propriétaires d'entreprises locales. Ces partenaires joueraient tous un rôle important en aidant à la gestion des affaires financières et à la sélection des locataires et des membres du Conseil, pour permettre à la coopérative de fonctionner sans déficit.

Avantages et retombées positives

Ce programme permettrait de créer une nouvelle catégorie de logement dans la région, gérée en coopérative et régie par des règlements communautaires et les membres du Conseil.

Un tel programme aurait pour effet d'encourager les jeunes à aspirer à une vie meilleure et à atteindre leurs objectifs grâce à l'éducation et d'excellentes perspectives en revenant dans leur région après leurs études. Le programme coopératif permettrait aux jeunes d'apprendre le fonctionnement d'un conseil d'administration et d'acquérir le sens des responsabilités à l'égard de leur logement.

3. Reprise d'un programme d'accès à la propriété par un système de « location-vente ».

De 1959 à 1965, le ministère des Affaires autochtones et du Nord de l'époque avait créé deux types de logement dans la région, dont l'un fonctionnait selon un système de « location-vente », c'est-à-dire que les locataires devaient payer un loyer sur 20 ans à un taux d'intérêt de 4 %. Les propriétaires devaient rembourser leur hypothèque et couvrir le coût des services. À l'époque, les coûts étaient trop élevés, ce qui a entraîné la cessation du programme.

Aujourd'hui, en 2016, il existe de débouchés d'emploi et de plus en plus d'Inuits sont éduqués, de sorte que les conditions seraient favorables à une relance de ce programme pour certaines propriétés. Il pourrait permettre aux Inuits de devenir propriétaires et indépendants. Ce programme pourrait être remis en vigueur avec l'aide de l'OMHK, de la SHQ et des collectivités locales.

Avantages et retombées positives

Les Inuits deviendraient ainsi des propriétaires fiers et heureux d'entretenir leur maison. Ce programme pourrait les encourager à payer leur loyer et à créer de bonnes relations de voisinage dans leur communauté. Le système de location-vente les aiderait à s'impliquer dans leur logement et à nouer de bonnes relations avec l'OMHK et la SHQ, en plus d'améliorer la situation des familles.

4. Revoir le programme d'accès à la propriété en offrant un meilleur soutien.

Le programme d'accès à la propriété a besoin d'être mieux adapté aux réalités des Inuits et aux difficultés auxquelles ils sont confrontés pour avoir accès aux subventions et pour maintenir de bonnes relations avec l'OMHK, la SHQ et les gouvernements.

Les Inuits doivent être mieux informés et mieux encadrés dans le cadre du processus, de l'inscription jusqu'à la fin du processus. Les agents de service à la clientèle de l'OMHK devraient être mieux formés et avoir la volonté d'aider les futurs propriétaires à suivre le processus jusqu'au bout.

Avantages et retombées positives

Les Inuits seraient plus intéressés et comprendraient mieux les avantages du programme. Cela permettrait d'alléger l'inquiétude des familles qui s'engagent dans un système lourd et complexe d'accès à la propriété. Une meilleure compréhension du système permettrait aux familles de poursuivre le programme.

Certains Inuits désireux de devenir propriétaires redoutent la complexité des étapes nécessaires pour recevoir les subventions et se découragent faute d'un soutien adéquat tout au long du programme. Les agents du service à la clientèle devraient pouvoir leur offrir un soutien efficace et leur donner des informations précises sur des aspects tels que les paiements, l'assurance-habitation, etc.

Grâce à un meilleur soutien de leurs clients, l'OMHK, la SHQ et les gouvernements pourraient nouer des relations plus harmonieuses avec les propriétaires inuits.

5. Revoir les exigences en matière de logements fournis par les entreprises

Les règles pour l'attribution des logements par les entreprises ont été négociées par les syndicats dans les années 1960 et auraient besoin d'être modifiées pour les adapter au contexte actuel. Elles devraient s'adresser aussi aux Inuits éduqués ayant des emplois rémunérateurs pour leur permettre d'avoir accès au programme.

Chaque organisation devrait être en mesure d'adapter les règles en fonction de ses besoins tout en encourageant les Inuits à travailler pour des employeurs inuits. En retour, ces organisations devraient pouvoir offrir des logements et d'autres avantages sociaux autant à leurs employés inuits prometteurs qu'aux employés venant du Sud.

Avantages et retombées positives

Les Inuits des communautés seraient plus enclins à travailler pour des entreprises ou des organisations inuites de leur communauté. En outre, cela aurait pour avantage d'améliorer les relations de travail entre les Inuits locaux et les travailleurs du Sud qui vivent dans la communauté.